

Zeitschrift: Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association suisse des électriciens, de l'Association des entreprises électriques suisses

Herausgeber: Schweizerischer Elektrotechnischer Verein ; Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen

Band: 92 (2001)

Heft: 22

Vorwort: Nur im Multipack billiger = Avantageux uniquement en "multipack" ; Notiert = Noté

Autor: Müller, Ulrich

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Nur im Multipack billiger

Die Strompreise in Europa sind in Bewegung. Nach unten, meinen Sie? Durch die Öffnung der Märkte waren doch allgemein Preisreduktionen erwartet worden. Aber dem ist nicht so.

Im Haushaltbereich lagen die Strompreise Anfang 2001 gegenüber dem Vorjahr meist höher. Die Erhebungen der EU (Eurostat) verzeichnen an 16 Standorten steigende, an 8 Standorten stabile und nur an 7 Standorten rückläufige Preise (Bezugsbereich 3500 kWh/Jahr für «Durchschnittshaushalt»). Am kräftigsten zugehört hat man in Schweden, wo der Strom bis zu 40% teurer wurde und der Staat deshalb neue Regulierungsmassnahmen prüft. Offensichtlich sind jedoch die stark steigenden Gewinne der grossen Stromkonzerne. Diese sind allerdings auf tiefem Ausgangsniveau anzusiedeln.

Auffällig an den Zahlen sind die enormen Schwankungen in verschiedenen Ländern und Bezugsbereichen. So kann 1 kWh in Dänemark für Kleinabnehmer unter 600 kWh/Jahr gut 45 Rappen kosten, in Norwegen gar über 50 Rappen. Aber auch in Hamburg würde dies rund 40 Rappen ausmachen. Andererseits erhalten «bessere» Kunden im Bereich von 20 000 kWh/Jahr gute Preise, zum Beispiel in Griechenland und Finnland (rund 8 Rp./kWh) oder auch in Grossbritannien (rund 9 Rp./kWh) und München (rund 11 Rp./kWh). Im Durchschnitt lässt sich jedoch feststellen, dass die Preise für Haushaltstrom in Europa meist teurer sind als in der Schweiz.

Bei Grossabnehmern, zum Beispiel aus der Industrie, sieht das Bild ähnlich aus. In 30 geprüften Standorten (Länder bzw. Städte) zahlten gemäss Eurostat 51% der Betriebe mehr als im Vorjahr, 15% erhielten die gleichen und 34% niedrigere Preise. Nach Angaben der National Utility Service Consulting Group erhöhten sich die Preise in der Industrie gegenüber dem Vorjahr in 12 von 14 untersuchten Ländern in Europa. «Musterknaben» waren dabei Frankreich (-1,8%) und die Niederlande (-3,6%). Am anderen Ende der Skala befinden sich Deutschland (+8,6%), Grossbritannien (+9,3%) sowie Schweden (+20%) und Finnland (+25%).

Nicht nur die Preise sind in Bewegung, sondern auch das ganze Gefüge der Tarifpolitik. Setzte man vor zehn Jahren noch grossen Wert auf niedrige Tarife für sparsame Kunden, fällt heutzutage allgemein die enorme Degression bei den Preisen auf: je mehr, desto billiger. So müssen in verschiedenen Städten in Grossbritannien und Deutschland die sparsamen Kleinbezügler den dreifachen Preis zahlen wie ihre Nachbarn mit «Full Power».



Ulrich Müller
Chefredaktor VSE

Notiert / noté

Pour une ouverture du marché ordonnée

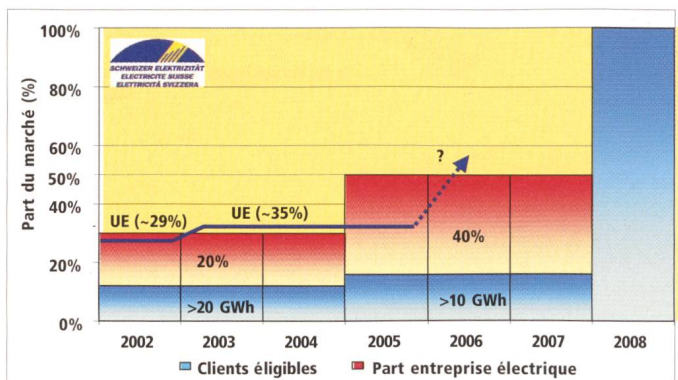
(aes) L'Association des entreprises électriques suisses (AES) soutient les efforts de libéralisation et l'ouverture du marché selon les conditions-cadres de la loi sur le marché de l'électricité (LME). La LME permet une libéralisation de l'approvisionnement en électricité suisse avec des conséquences économiques, écologiques et sociales supportables.

La LME crée des conditions réglées et orientées vers la concurrence pour l'ouverture du marché et permet un développement du marché progressif et raisonnable. L'ouverture par étapes de 3 ans laisse à la branche le temps de préparer les spécifications techniques, opérationnelles et sociales nécessaires. Les dispositions de la LME assurent un accès au réseau non discriminatoire et une exploitation efficace de ce réseau. Les nombreuses lignes et centrales situées dans toutes les régions du pays constitueront, à l'avenir également, une base

sûre à l'approvisionnement de l'ensemble des clients en Suisse. La Confédération pourra accorder des prêts à des centrales hydrauliques en difficulté durant un délai transitoire approprié. Une ouverture du marché réglementée crée la confiance,

garantit des conditions stables à tous les participants du marché, amortit les conséquences sociales et protège les énergies renouvelables.

La libéralisation des marchés de l'électricité est inévitable. La Suisse est étroitement



Echelons d'ouverture selon LME et Directive UE.

Avantageux uniquement en «multipack»

Les prix de l'électricité sont en train de bouger en Europe. Vers le bas, croyez-vous? L'ouverture des marchés aurait de manière générale dû entraîner des réductions de prix. En fait, ce n'est pas le cas.

Pour les ménages, les prix de l'électricité étaient généralement plus élevés au début de 2001 que l'année précédente. Selon les enquêtes de l'UE (Eurostat), 16 sites ont connu des augmentations des prix de l'électricité, 8 autres des prix stables et seuls 7 des diminutions de prix (niveau de consommation 3500 kWh/an pour un «ménage moyen»). On s'est servi le plus copieusement en Suède, là où le prix de l'électricité a augmenté de près de 40% et où en conséquence, l'Etat examine des nouvelles mesures de régulation. Les bénéficiaires fortement croissants des grands groupes de l'électricité sautent aux yeux.

Il est frappant de voir que les chiffres varient énormément, que ce soit d'un pays à l'autre ou d'un domaine de consommation à un autre. C'est ainsi que pour les petits consommateurs (> 600 kWh/an), 1 kWh peut coûter environ 45 centimes au Danemark et même plus de 50 centimes en Norvège. A Hambourg également, il pourrait représenter quelque 40 centimes. D'autre part, les «meilleurs» clients (20 000 kWh/an) obtiennent de bons prix comme par exemple, en Grèce et en Finlande (environ 8 cts./kWh) ou en Grande-Bretagne (quelque 9 cts./kWh) et à Munich (environ 11 cts./kWh). On constate toutefois que les prix moyens de l'électricité domestique sont en général plus chers en Europe qu'en Suisse.

Pour les gros consommateurs tels que l'industrie la situation est semblable. D'après Eurostat, sur l'ensemble des entreprises examinées sur 30 sites (pays, respectivement villes), 51% ont payé plus que l'année précédente, 15% n'ont enregistré aucun changement et 34% ont vu diminuer leurs prix. Selon le «National Utility Service», les prix industriels ont augmenté dans 12 pays européens (sur 14 au total) par rapport à l'année précédente. La France (-1,8%) et les Pays-Bas (-3,6%) ont dans ce cas été exemplaires, contrairement à l'Allemagne (+8,6%), la Grande-Bretagne (+9,3%), la Suède (+20%) et la Finlande (+25%).

Non seulement les prix, mais aussi la structure générale de la politique tarifaire est en pleine mutation. Alors qu'il y a dix ans, on accordait encore une grande importance aux bas tarifs pour les clients économes, on observe actuellement de manière générale l'énorme dégression des prix: plus la consommation est élevée et plus les prix sont avantageux. C'est ainsi que les petits consommateurs économes de diverses villes de Grande-Bretagne et d'Allemagne doivent payer un prix trois fois plus élevé que leurs voisins avec «Full Power».

Ulrich Müller, rédacteur AES

liée au réseau d'interconnexion européen et doit agir. L'AES demande donc une ouverture par étapes et réglementée jusqu'à la libéralisation complète du marché pour tous les participants. La concurrence telle que la définit la LME ne garantira pas seulement le service public attendu moyennant un approvisionnement de la Suisse en électricité, mais elle permettra également aux clients de choisir leur fournisseur et assurera la compétitivité des entreprises de la branche.

La remise en question du compromis trouvé de manière démocratique par les deux Chambres pour la LME, ne comporte aucune alternative pour un processus ordonné. Les conditions-cadres claires et la

sécurité juridique contenues dans la LME créent les garanties nécessaires à un approvisionnement de la Suisse en électricité restant, à l'avenir également, d'un haut niveau de qualité et concurrentiel.

Gewerkschaften sagen Nein zum EMG

(m/g) Die Kampagne gegen das neue Elektrizitätsmarktgesetz (EMG) ist lanciert: Eine Strommarkt-Liberalisierung sei nicht unausweichlich und führe zum Abbau von rund 6000 Stellen. Dies meinte der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB) an seiner Pressekonferenz vom 4. September 2001.

Der SGB räumt dem Elektrizitätsmarktgesetz in der Volksabstimmung im Jahr 2002 schlechte Chancen ein.

«Warum zerstören, was gut funktioniert?»

«Die Stromversorgung in der Schweiz klappt ausserordentlich gut. Die Versorgungssicherheit ist seit Jahrzehnten extrem hoch. Die Preise sind für gewöhnliche Konsumentinnen und Konsumenten im internationalen Vergleich günstig. Der Wasserkraftanteil ist gross. Die Möglichkeiten politischer Einflussnahme begünstigen ökologische Veränderungen. Zu verdanken sind diese Errungenschaften der starken Stellung der öffentlichen Hand mit entsprechenden Versorgungs-

monopolen. Und all dies soll mit dem Elektrizitätsmarktgesetz (EMG) aus ideologischen Gründen den Marktgesetzen geopfert werden», so SGB-Präsident Paul Rechsteiner. Er hielt fest, dass weder die gegenwärtige EU-Politik im Bereiche der Strommarktliberalisierung noch die Weko ein Grund dafür seien, dem EMG zuzustimmen. Was die EU betrifft, so häuften sich in den Ländern, welche die Liberalisierung vollziehen, die negativen Erfahrungen. In anderen würde sie systematisch unterlaufen. Es gäbe keinen Grund, weshalb ausgerechnet das Nicht-EU-Land Schweiz eine der fragwürdigsten Richtlinien vorvollziehen solle. Die Weko andererseits sei daran zu erinnern, dass sie nicht über



Merlin Gerin
Neu Masterpact

Kein anderes Angebot stellt ihn in den Schatten

Der neue Leistungsschalter Masterpact setzt wieder einmal neue Massstäbe! Mit dem neuen Masterpact NT ist alles viel kleiner. Dank der Anschlusssteilung von 70 mm pro Pol lässt sich ein dreipoliger, ausfahrbarer Schalter in einem 400x400 mm Prisma P-Schrank einbauen.

Das Modell NW verbessert alle Lösungen, die für den Erfolg des Masterpact gesorgt haben: Dieselben Abmessungen bis 4000 A, keine Sicherheitsabstände um den Schalter herum, nur 3 Anschlussebenen, mehrere Anschlussrichtungen, reduzierte

Abmessungen von 4000 bis 6300 A. Die neue Masterpact-Reihe ist mit dem Auslösesystem Micrologic der neuen Generation ausgerüstet.

*Masterpact:
kein anderes Angebot stellt ihn in den Schatten!*



Schneider Electric (Schweiz) AG
3063 Ittigen
Schermenwaldstrasse 11
Tel. 031 917 33 33
Fax 031 917 33 66

www.schneider-electric.ch

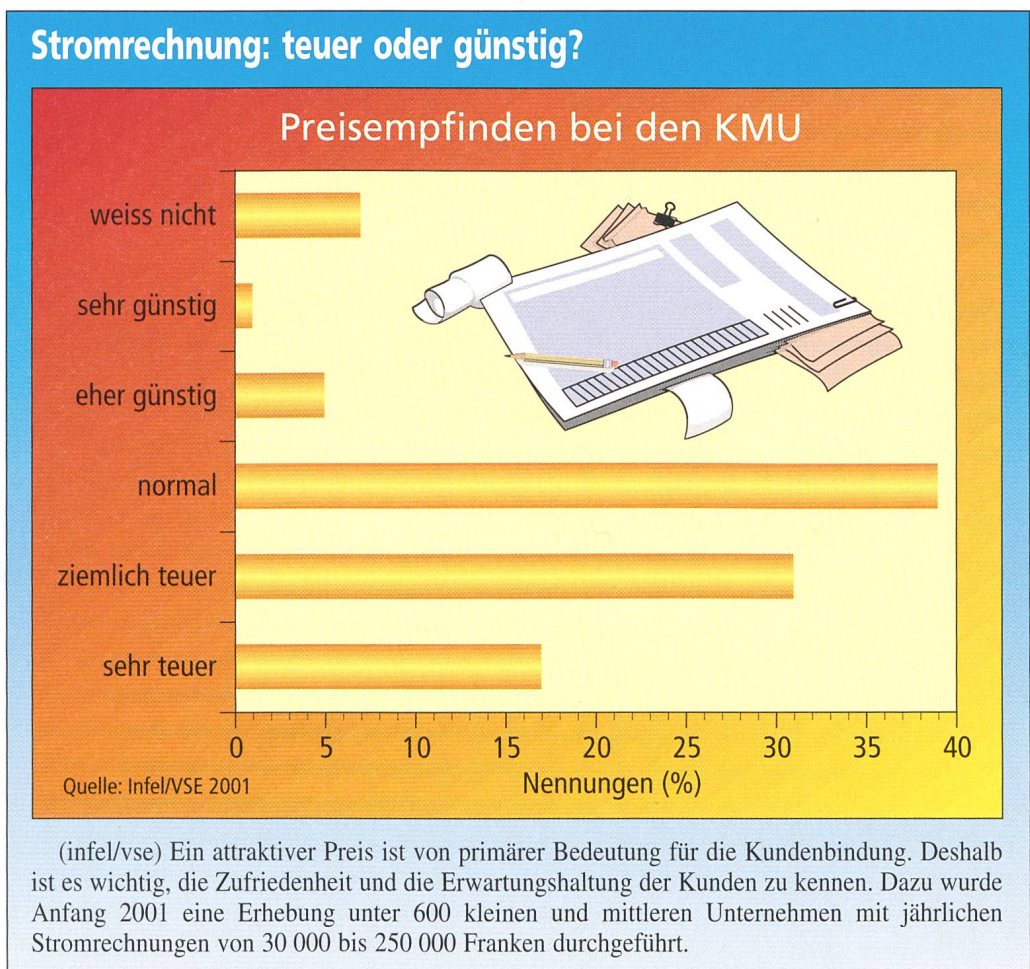
Merlin Gerin
Modicon
Square D
Telemecanique

Schneider Electric
Get more with the world's Power & Control specialist.

der Demokratie und der Verfassung stehe. «Wenn die Weko nicht einsieht, dass über die Strommarktliberalisierung an der Urne entschieden wird, muss sie politisch in die Schranken gewiesen werden», so Rechsteiner. «Die Schweiz hat dank des Referendums die Chance, eine epochale Dummheit zu verhindern, welche Errungenschaften von Generationen aufs Spiel setzen würde.»

Unsichere Perspektiven

Doris Schüepf, Generalsekretärin VPOD, bedauerte den drohenden Arbeitsplatzabbau bei einer Liberalisierung und die daraus entstehenden möglichen Szenarien. André Daguét, Vizepräsident SMUV, erläuterte die angeblich negativen Erfahrungen in der EU mit der Strommarktliberalisierung. Die Liberalisierung in einzelnen EU-Ländern verzögere sich, deswegen habe die Schweiz keinen Grund, die EU in Sachen Liberalisierung zu überholen. Serge Gaillard, geschäftsführender Sekretär SGB, glaubt nicht an eine sichere Stromversorgung bei einer Liberalisierung. Diese Überlegung rechtfertigte er mit zahlreichen ökonomischen Erläuterungen. So würden bei einer Liberalisierung des Marktes die Versorgungsunternehmen den Einfluss auf die Produzenten verlieren. Tiefere Preise könne der Kunde demnach nicht erwarten. Ebenfalls würden die ökologischen Anliegen auf der Strecke bleiben. Die Schweiz brauche kein Elektrizitätsmarktgesetz, sondern ein Elektrizitätsversorgungsgesetz, erläuterte Serge Gaillard.



Das Elektrizitätsmarktgesetz schafft faire Bedingungen für alle

(bfe) Das Elektrizitätsmarktgesetz (EMG) schafft Wettbewerb unter den Stromanbietern und stärkt gleichzeitig das Netzmonopol der Elektrizitätsverteilunternehmen und somit die Versorgungssicherheit. Das EMG ist ein ausgewogenes Gesetz, das nach zähem Ringen im Parlament viele Anliegen berücksichtigt. Die Ablehnung

des Gesetzes würde zu erheblichen Nachteilen für die Kleinkonsumenten, die Randregionen, die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer sowie für die Wasserkraft und die anderen erneuerbaren Energien führen. Die an einer Pressekonferenz vom Gewerkschaftsbund geäußerte Kritik zielt am Inhalt des Gesetzes vorbei. Dies geht aus einer Meldung des Bundesamts für Energie hervor.

genden Tagen waren über 12 000 Kunden von der Stromversorgung abgeschnitten. Die erste Zeit wurde mit mobilen Generatoren überbrückt. Mehr als 1900 Con Edison-Angestellte arbeiteten rund um die Uhr vor Ort, um die Stromversorgung wieder herzustellen. Dabei wurden mehr als 50 km Hochspannungskabel um die betroffene Zone gelegt.

Terrorattacke zerstörte auch Stromversorgung

(m/ed) Die Terrorattacke gegen das World Trade Center in New York am 11. September hat auch verheerende Auswirkungen auf das Stromnetz der Consolidated Edison in Manhattan. Das Feuer und der folgende Einsturz der Gebäude zerstörte zwei Unterwerke sowie zahlreiche grössere Kabelstränge. In den darauffol-



Arbeiten in den Trümmern des World Trade Centers.

Nur punktuell

«Die Weko kann nur punktuell gegen Unternehmen vorgehen. Eine vollständige Liberalisierung des Strommarktes ist ohne das Elektrizitätsmarktgesetz nicht möglich.»

Prof. Roland von Büren, Präsident der Wettbewerbskommission Weko



FLOTTE TRANSPORTWESEN

FIAT SCUDO, DUCATO UND DOBLÒ CARGO.

SPARPACK

Vergünstigungen auf Zusatzausstattung
für Scudo Kastenwagen und alle
Ducato-Versionen bis zu Fr. 2450.-.

5,5% LEASING

auf allen 195 Scudo-, Ducato- und
Doblò Cargo-Versionen.

10 000 KM DIESEL INKL.

für den Doblò Cargo mit 1.9 D-Motor.



Wer sein Geschäft profitabel betreiben will, braucht das richtige Nutzfahrzeug. Für Ihre Kleintransporte steht jetzt der **Fiat Doblò Cargo in 10 Versionen** startbereit; neu auch mit 100 PS starkem 1.9 JTD-Motor. Bei Ladevolumen von 4 m³ bis 14 m³ setzen Sie sich mit Vorteil auf eine der bewährten **15 Fiat Scudo-Versionen** oder **170 Fiat Ducato-Versionen** (mit dem 2.8 JTD Common Rail Motor und dem neuen 2.0 JTD). Mit jeder der **195 Versionen** fährt Ihre Erfolgsrechnung mehr Gewinn ein, weil Sie mit Fiat rechnen. **Infoline 0800 810 855.**

5,5% Leasing. 48 Monate Laufzeit, unbegrenzte Kilometer pro Jahr, Bearbeitungsgebühr 1% des Preises, Vollkaskoversicherung obligatorisch, Raten pro Monat exkl. MwSt. Z. B. Doblò Cargo 1.2 BZ ab Fr. 352.-; Scudo Kastenwagen 2.0 BZ ab Fr. 465.-; Ducato 10 Kastenwagen ab Fr. 554.-. **Sparpack.** Solange Vorzahlung **10 000 km Diesel inkl.** Verbrauchsbeispiel Doblò Cargo 1.9 D, 7,7 l/100 km (Mix) zu Fr. 1.41/l (nicht kumulierbar mit Leasing 5,5%). **Sonderangebot gültig bis 30. November 2001.**

FIAT-NUTZFAHRZEUGE. IHRE PARTNER. 



Expertise in the New Energy

Wir unterstützen Sie auf dem Weg in die New Energy

- Beratung in Ausgliederungs- und Unbundlingfragen
- Bewertungen und Begleitung im Zusammenhang mit Kooperationen
- Beratung in allen Steuer- und Rechtsfragen
- Outsourcinglösungen (internes Rechnungswesen, Controlling etc.)
- Wirtschaftsprüfung

Ihr Ansprechpartner
im Center of Competence «New Energy»:

Dr. Stefan Rechsteiner
Ernst & Young AG
Center of Competence «New Energy»
8021 Zürich
Tel. 058 286 32 07

www.ey.com/ch/energy

 **ERNST & YOUNG**
FROM THOUGHT TO FINISH.™